DOCUMENT A/3492

Deuxième rapport du Secrétaire général concernant le dégagement du canal de Suez

[*Texte original en anglais*]
[*10 janvier 1957*]

1. L'Assemblée générale a, le 24 novembre, adopté une résolution [résolution 1122 (XI)] dans laquelle elle notait avec satisfaction les progrès que le Secrétaire général avait réalisés jusqu'alors au sujet des mesures concernant le canal de Suez et donnait à celui-ci des directives supplémentaires. Dans sa résolution, l'Assemblée générale a également prié le Secrétaire général de lui présenter, dans son rapport, des propositions concernant le cessez-le-feu et l'arrêt des opérations militaires, des mesures pratiques et de négocier des accords pour que les opérations de dégagement puissent être menées rapidement et efficacement.

2. Les Gouvernements français et britannique ont fait observer que « la remise en état du canal de Suez et de ses abords, qui ne saurait être qualifiée d'urgente, ne constitue pas, à l'heure actuelle, une urgence pour la navigation et le commerce mondiaux ». Ces gouvernements maintenaient que les forces franco-britanniques disposaient des moyens nécessaires à cet effet et ils proposaient que les travaux soient menés par les forces franco-britanniques soient immédiatement affectées à cette tâche.

3. Dans sa résolution, l'Assemblée générale a adopté ce jour même une résolution, les entreprises Svitzer et Smit ont été priées précédentes et de prendre sans tarder des dispositions pour s'assurer d'autres navires qui s'adressant à des entre-

ANNEXE III

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LE GOUVERNEMENT EGYPTIEN RELATIF AU DÉGAGEMENT DU CANAL DE SUEZ

qui entrera en vigueur à la date de la réponse.

Le Secrétaire général,

(*Signé*) Dag HAMM

Lettre, en date du 8 janvier 1957, adressée par le Secrétaire général au Ministre des affaires étrangères d'Egypte

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 3 janvier 1957, par laquelle vous avez bien voulu m'informer que l'Organisation des Nations Unies serait disposée à fournir son assistance au Gouvernement égyptien en entreprenant les travaux nécessaires au dégagement du canal de Suez et à la remise en état de navigabilité du canal de Suez et de ses accès.

Par mesure générale et compte tenu des résultats des explorations et des négociations préliminaires, je suis en mesure de vous faire savoir que le Gouvernement égyptien approuve et accepte pleinement les termes de votre lettre. Le Gouvernement égyptien considère que l'Organisation des Nations Unies, tout en entreprenant les travaux nécessaires au dégagement du canal, sans réserve aux travaux de dégagement proprement dits, qui seront exécutés par le Gouvernement égyptien, et que les plans d'ensemble seraient élaborés en consultation avec le Gouvernement égyptien et approuvés par lui avant d'être mis en œuvre. Le Gouvernement égyptien considère également que l'Organisation des Nations Unies, en entreprenant les travaux de dégagement, agirait en tant que mandataire du Gouvernement égyptien.

Le Gouvernement égyptien considère que l'accord entre l'Egypte et l'Organisation des Nations Unies autoriserait le Secrétaire général à remplir cette tâche par [illegible] Le Ministre des affaires étrangères,

(*Signé*) Mahmoud FAWZI